

Cela me rappelle la remarque que Will Rogers faisait il y a bien des années: «Tout ce que je sais, je l'ai appris dans les journaux.» Je ne crois pas que cela ait été vrai de M. Rogers, mais cela s'applique certes à quelques-uns des membres de l'opposition.

Quelques vis-à-vis ont décidé il y a quelque temps qu'ils n'aimeraient pas ce budget-là. Quoi qu'ils en pensent, ils ont décidé de n'en dire aucun bien. Tout indique que c'est ce qui s'est produit.

Je vois de bonnes choses dans le budget, tout comme j'en vois dans l'avenir de tous les Canadiens. Chaque fois que quelqu'un se met à démolir un programme d'action ou un effort sincère pour réaliser un objectif, j'aime à aller moi-même au fond de l'affaire pour voir où réside la vérité. Et la vérité, c'est que le budget supplémentaire a été bien accueilli par la plupart des Canadiens. Certains membres de l'opposition exceptés, je n'ai entendu personne le désapprouver. Le budget supplémentaire a renfloué les espoirs de bien des hommes d'affaires canadiens. Quant aux membres de l'opposition qui l'ont critiqué, tout ce que je puis dire, c'est qu'ils œuvrent dans un but intéressé.

Les perspectives qui s'offrent au Canada en 1961 sont certes encourageantes. Nous sommes convaincus dans ma circonscription que 1961 sera une excellente année et que 1962 lui sera même supérieure. Toutefois, nous devons nous assurer que tous les Canadiens soient mis au courant de la situation, et je suis sûr que le gouvernement s'en chargera. A l'heure actuelle, on s'efforce par tous les moyens de faire connaître aux Canadiens ce qui se passe réellement à leur Parlement. Je me réjouis de constater que les Canadiens font montre d'une attitude beaucoup plus optimiste en ce moment. M'est avis que ce changement est attribuable dans une large mesure au travail du gouvernement conservateur. Cela indique que le tableau n'est pas aussi mauvais que veulent le broser certains rapins depuis quelque temps déjà.

Durant son long séjour au pouvoir, le parti libéral a trompé les Canadiens en ne préparant pas l'avenir. Il s'employait tellement à s'assurer un fort excédent, pour des raisons qu'on ne connaîtra jamais, qu'il a créé un marasme au Canada, celui-là même que nous venons de traverser. Il ose à présent demander où est passé cet excédent. Chacun sait où il est passé, du moins toute personne bien pensante le sait.

Il n'existe apparemment aucun remède contre le chômage. Les libéraux eux-mêmes n'ont pas pu y remédier pendant les quelque vingt ans qu'ils ont passés au pouvoir, pas plus qu'ils n'ont réussi à le prévenir. Aujourd'hui, le moment est venu pour le gouvernement

d'étudier la question à fond et d'enseigner aux Canadiens la manière de former les jeunes qui se lancent dans la vie.

Je voudrais que le gouvernement revise en outre les prestations que touchent nos vieillards et qu'il examine également les pensions des anciens combattants. La loi sur les pensions et la loi sur les allocations aux anciens combattants devraient être modifiées de manière que les versements qu'elles prévoient soient proportionnés à l'augmentation du coût de la vie. Tous les députés savent que les personnes que ces lois intéressent ont droit à toute notre considération.

Lorsqu'on jette un regard en arrière et qu'on se rend compte du peu que l'ancien gouvernement a fait pour nos vieillards et nos anciens combattants au cours des quelque vingt années de son règne, alors qu'il disposait de l'excédent considérable dont les membres de l'opposition se vantent aujourd'hui, on se demande comment ces députés ont l'audace de demander l'appui de ce secteur de la population.

Lorsque le chef de l'opposition (M. Pearson) a parlé du budget, j'ai été étonné de l'entendre dire qu'un demi-million de Canadiens comptent uniquement sur l'assurance-chômage pour vivre. Cette déclaration est fautive et trompeuse et j'ai été déçu de constater que le chef de l'opposition pouvait dire des choses aussi contraires à la vérité. C'était sans doute pour embrouiller et décourager le peuple canadien.

Un directeur d'un bureau d'assurance-chômage de l'Ouest avec qui je m'entretenais il y a quelques semaines me disait que parmi les sans-travail inscrits à son bureau, environ un millier n'étaient pas en chômage et ne devraient certes pas être considérés comme des chômeurs. Pourtant, ce sont là les chiffres qu'utilisent les membres de l'opposition. Certains de ces gens étaient en quête d'un meilleur emploi, d'autres étaient incapables d'occuper un emploi, certains étaient des bûcherons en congé pour le temps des fêtes, d'autres étaient des pêcheurs inactifs parce que la saison de pêche était terminée. La déclaration du chef de l'opposition portant que les chômeurs vivent uniquement de leurs prestations d'assurance-chômage n'est pas digne d'un homme sérieux. Je suis sûr qu'à la réflexion, le chef de l'opposition admettra que c'était une piètre déclaration à faire.

Dans ce demi-million, il y a des femmes dont les maris sont bien rémunérés, ce qui n'empêche pas le député de nous dire que les chômeurs doivent vivre de leurs seules prestations de chômage. Certains de ces hommes travaillent pour l'industrie forestière dont la saison se termine à Noël. Ces bûcherons ont travaillé presque toute l'année et ceux de la Colombie-Britannique, en particulier, font